

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 18 juin 2013

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse

84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité administrative
Bâtiment 1 – Porte B
Cours Jean Jaurès
84000 AVIGNON
(Entrée : Avenue du 7e Génie)

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Affaire suivie par : Subdivision 2

Tél. : 04.88.17.89.33. – **Fax :** 04.88.17.89.48.

D-0054-2013-UT84-Sub2

P2 – N° Gidic : 64-455

SPR/N° 598

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.

Demande de déconsignation totale de la somme de 1 500 000 € correspondant aux travaux de mise aux normes de la station d'épuration du site d'APT par la société KERRY.

Réf. : Transmission de la Préfecture de Vaucluse en date du 3 mai 2013.

P.J. : Compte-rendu de la réunion de chantier n° 14.

Par bordereau cité en référence, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations a transmis pour avis à notre service la demande de déconsignation totale de la Société KERRY, pour la somme de 1 500 000 € correspondant aux travaux de mise aux normes de la station d'épuration du site d'APT exploitée maintenant par la Société APTUNION.

1 - Contexte de la consignation

Malgré un arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2011, la Société KERRY Ingrédients France n'ayant pas proposé de planning prévisionnel pour mettre en place une solution technique qui permette de traiter la totalité des rejets aqueux industriels de son site d'APT, il a été consigné la somme de 1 500 000 € par arrêté préfectoral du 22 juillet 2011.

Cette somme a été définie au vu des éléments les plus récents à l'époque, à savoir le dossier du 8 octobre 2010 dans lequel le bureau d'études ECO RAIDER proposait deux solutions pour traiter les effluents aqueux industriels du site :

- traitement chimique des saumures et modification de la STEP : 1 596 000 €,
- évaporation forcée des saumures et modification de la STEP : 1 713 800 €.

2 - Avancée des travaux

Les travaux de mise en conformité de la station d'épuration se sont achevés en octobre 2012. Elle a ensuite été mise en charge, et a fonctionné correctement deux ou trois semaines.

Depuis fin 2012, les résultats sont non conformes. L'exploitant travaille avec les différents intervenants sur le projet, à savoir KWI, ECO RAIDER et ARTELIA, pour trouver une solution pérenne.

Au vu du compte-rendu de la dernière réunion de chantier en date du 9 avril 2013, le rejet n'était toujours pas conforme en DCO, MES (matières en suspension), azote et phosphore.

Nous avons rencontré la Société APTUNION ainsi que ses différents intervenants le 6 juin 2013. Pour eux, actuellement les rejets s'améliorent : la DCO est correcte et les MES s'approchent de la valeur à respecter. Ils espèrent avoir un rejet conforme d'ici 3 semaines. Toutefois, à cette date, les arrêts d'ateliers estivaux auront commencé et la situation ne pourra donc pas être stabilisée avant l'automne.

Nous ne saurons donc pas avant fin octobre si la station d'épuration modifiée traite correctement les effluents ou non.

3 - Analyse de la demande de déconsignation

Par courrier du 22 avril 2013, la société KERRY demande la déconsignation totale de la somme de 1 500 000 € qui correspond au montant estimé pour la mise en conformité de la station d'épuration du site APT.

Pour cela, elle joint pour 960 256, 44 € TTC de factures payées à la Société KWI pour la mise en conformité de cette station, et précise que les sommes restant à payer ne correspondent pas à des travaux supplémentaires à réaliser, mais sont conditionnées par la visite de réception de l'ouvrage par l'assistant technique de la prestation de travaux, à savoir ECO RAIDER, et à l'écoulement d'une période de 6 mois à compter de cette visite.

Toutefois à ce jour, nous ne pouvons pas savoir si des travaux supplémentaires seront nécessaires ou non puisque la station ne fonctionne toujours pas correctement.

4 - Propositions de l'inspection

Il ressort de cette analyse :

- ✓ qu'il ne peut pas être donné une suite favorable à la demande de déconsignation totale de la Société KERRY car, la station d'épuration ne fournissant toujours pas des résultats conformes, nous ne pouvons pas être certains que des travaux supplémentaires ne seront pas nécessaires pour mettre cette station d'épuration en conformité ;
- ✓ qu'en revanche, en application des dispositions de l'article L514-1 du code de l'environnement, la somme de 960 256, 44 €, correspondant au montant des travaux déjà effectués pour mettre la station d'épuration en conformité, peut être restituée à la Société KERRY.

Un projet d'arrêté établi en ce sens est annexé au présent rapport.

Le présent rapport et le projet d'arrêté préfectoral de restitution d'une partie des sommes consignées sont adressés à Monsieur le Préfet de Vaucluse – Direction départementale de la protection des populations.

L'inspecteur des installations classées,